



**DISCOURS DU PREMIER MINISTRE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
S.E.M. Anatole Collinet MAKOSSO
AU SIXIÈME SÉMINAIRE
GOUVERNEMENTAL
SUR LE THÈME : « AUTOÉVALUATION
DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME
D'ACTION DU GOUVERNEMENT »**

Brazzaville, Hôtel "Radisson Blu, 15-17 MAI 2023

- Messieurs les Ministres d'État,
- Mesdames et Messieurs les Ministres,
- Monsieur le Secrétaire General du Gouvernement,
- Monsieur le Secrétaire Général de la Primature,
- Messieurs les Hauts Commissaires,
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales, partenaires au développement,
- Monsieur le Modérateur,
- Mesdames et Messieurs les Membres du Cabinet du Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
- Professeur LEFOUOBA,
- Mesdames et Messieurs,

Comme nous nous y employons voici quasiment pendant deux ans, nous nous retrouvons pour un séminaire gouvernemental. Ce sixième séminaire va être consacré principalement à l'autoévaluation du Programme d'Action du Gouvernement que nous avons présenté le 21 juin 2021 devant l'Assemblée Nationale. En matérialisant notre engagement de faire en sorte que le suivi et l'évaluation nous accompagnent tout au long de notre action, nous allons relever nous-mêmes les points forts mais surtout les points faibles de notre action pour envisager les éventuels ajustements qui pourraient s'imposer.

Nous procéderont à cette autoévaluation en ayant comme boussole le Projet de société du Président de la République « *Ensemble, poursuivons la marche* », lequel s'exécute dans le cadre du Plan national de développement 2022-2026.

"Le Président de la République, nos compatriotes et nos partenaires extérieurs nous attendent, les regards rivés sur chacun d'entre nous". Que leur dirons-nous au terme de ce séminaire ?

Chacun de nous a l'obligation de rendre compte, dans le périmètre des compétences de son département, de leur mise en œuvre ou bien de ce qui est en cours de réalisation. Car individuellement et collectivement, le Gouvernement est comptable devant le Président de la République, Chef de l'État et devant le peuple congolais tout entier. L'obligation de résultat auquel le Gouvernement est tenu justifie le thème du présent Séminaire.

Ainsi, les résultats obtenus dans la mise en œuvre de notre Programme d'Action méritent d'être largement connus des Congolaises et Congolais.

D'une manière générale, avons-nous satisfait les attentes de nos compatriotes ? Si oui, les résultats enregistrés sont-ils durables ? Si non, quels ont été les obstacles à la réalisation des engagements que nous avons nous-mêmes inscrits dans notre programme d'action ?

En matière de santé, si la bataille contre la covid-19 a été conduite avec détermination, au regard des connaissances du moment que nous avons de cette pandémie, avons-nous élevé le niveau de satisfaction de nos compatriotes en matière de qualité des soins de santé, d'accueil des patients dans les formations sanitaires, de coût d'accès aux soins et de prise en charge de toutes les pathologies dans notre pays ? Comment avons-nous géré les fonds Covid ? L'État étant une continuité, il nous revient de rendre compte au peuple des résultats et des efforts qu'il a consentis avec l'aide des différents partenaires.

Les choix économiques que nous avons faits nous ont-ils protégé des chocs multiples que l'économie mondiale connaît depuis la survenance de la pandémie à corona virus, la guerre russo-ukrainienne, les effets du changement climatique ?

Nous avons rétabli des relations normales avec tous nos partenaires techniques et financiers, en particulier avec le Fonds Monétaire International dont une mission séjourne présentement à Brazzaville pour la conduite de la troisième revue de l'exécution de notre programme économique et financier. Nous avons actuellement dans nos murs une forte délégation du Conseil d'Administration de la Banque Mondiale venu s'enquérir de la manière dont nous réagissons face aux nombreuses menaces qui affectent le monde, en particulier au plan sanitaire et au plan de la lutte contre le changement climatique.

Notre pays a pu renouer avec la croissance économique dont le taux se situe en territoire positif, certes grâce à la bonne tenue des cours du baril de pétrole mais aussi grâce aux choix que nous avons fait de promouvoir le secteur hors pétrole, notamment en mettant en place des mécanismes de facilitation en faveur de la promotion du partenariat public-privé, en faveur de la petite et moyenne entreprise ainsi que de l'artisanat et pour la transition des activités du secteur informel vers le secteur formel.

Comme vous le savez, les retombées des choix économiques se manifestent dans le temps. Sommes-nous sur la bonne voie ? Y a-t-il de nouvelles impulsions à donner pour aller plus vite et plus loin ?

Avons-nous véritablement créé les conditions pour l'amélioration du climat des affaires en vue d'attirer les investisseurs privés nationaux et étrangers ? La diversification de notre base de production des biens et des services, hors secteur pétrole, est-elle en bonne voie ? La gestion de nos finances publiques permet-elle de dégager des marges susceptibles de prendre en charge correctement, régulièrement, durablement et complètement les obligations en matière de pensions de retraite, de bourses des étudiants, des filets sociaux, de santé, d'éducation ? Avons-nous fait

des progrès dans l'assainissement de nos villes ? E où en sommes-nous de nos Zones Économiques Spéciales et de nos Zones Agricoles Protégées, véritables éléments de la diversification de l'économie et générateurs d'emplois.

Il y a quelques semaines, notre pays accueillait à Pointe-Noire une croisière de plus de 150 touristes venus visiter le parc de Conkouati et le week-end dernier la 11^{ème} édition du FESPAM a été lancée à Sibiti. Quels progrès accomplissons-nous dans le secteur de la culture et du tourisme ?

Les ambitions que nous avons en matière d'encadrement et d'éducation de la jeunesse sont-elles satisfaites ?

Des avancées ont-elles été enregistrées dans la lutte pour l'éradication de l'insécurité dans nos villes et villages et dont se plaignent nos concitoyens ? Et que dire de la sécurisation de nos frontières ?

Quel est l'état de notre démocratie, lorsque l'on observe des dérives graves, des tentatives d'insurrection, dans les pays réputés être traditionnellement des grandes démocraties et devant la perversion de l'information, par la prolifération des "fake news" véhiculés sur les réseaux sociaux ?

Dans ce contexte d'insécurité et de menace de la stabilité, de la sécurité et de la paix internationale, comment capitaliser l'intense activité diplomatique que mène le Président de la République, Chef de l'État et qui permet au Congo de maintenir de bonnes relations avec tous les États du monde et d'être actif dans la résolution des conflits lorsqu'il est sollicité.

Dans le même ordre d'idées, l'essor que prend notre diplomatie économique avec la tenue des commissions mixtes et la signature des accords de coopération et des conventions d'investissement qui laissent entrevoir une meilleure gestion de nos ressources gazières et forestières, par exemple.

Le plaidoyer de notre pays en faveur de la protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique reçoit-il un écho favorable à travers le monde ?

Que dire de notre volonté de rendre effective la décentralisation par le transfert des compétences mais surtout des ressources correspondantes aux collectivités locales ?

Enfin, où en sommes-nous en matière de gouvernance, de lutte contre les antivaleurs ?

Tels sont quelques-uns des questionnements auxquels nous allons devoir apporter des réponses.

- **Mesdames et Messieurs les Ministres,**
- **Mesdames et Messieurs,**

Au cours de ce 6^e séminaire gouvernemental, nous veillerons à :

1. faire le point de la situation économique et financière du pays au premier trimestre de cette année, ainsi que celui de l'exécution du budget, afin de prendre la mesure de nos capacités réelles de financement ;
2. évaluer la mise en œuvre des recommandations du Cinquième Séminaire Gouvernemental et des orientations prises en début d'année, en veillant à la discipline budgétaire, sur la base des

évaluations de chaque département, notamment en termes des objectifs que chacun s'était fixé, des ressources reçues, des résultats obtenus ou pas ;

3. convenir des mesures à prendre en vue de garantir la conclusion de la troisième revue du programme économique et financier avec le FMI ;
4. évaluer le niveau d'exécution du Plan national de développement 2022-2026 ;
5. rendre compte de la mise en œuvre du Plan de Résilience ;
6. entamer le débat sur la construction de la conscience nationale.

Ces thématiques, comme vous le constatez, nous interpellent sur l'efficacité de notre action individuelle et collective et appelle des réponses immédiates.

L'efficacité doit nous imposer le réalisme et le courage d'apporter les ajustements à nos ambitions, en tenant compte du contexte qui nous est souvent imposé de l'extérieur, en raison de l'étroitesse de notre base économique.

Permettez-moi d'insister sur une des thématiques que nous allons aborder sans prétention de la conclure ni de la circonscrire dans tous ses contours au cours du présent séminaire. Il s'agit de celle portant sur la "construction de la conscience nationale".

Il est vrai que l'émergence d'une conscience nationale est le résultat de nombreux facteurs qui tiennent tant à l'évolution historique qu'aux faits sociologiques et anthropologiques. Cependant, dans le contexte actuel où la perte de l'éthique fait le lit des antivaleurs dans la

société congolaise, il est urgent de réfléchir aux voies et moyens de construire un sentiment fort, collectivement partagé, d'appartenance à une même réalité sociale qui est portée par l'État.

Chez nous, la réforme de l'État, d'où sortiront des organes et des mécanismes fédérateurs, est assurément l'instrument politique de construction d'une conscience nationale qui transcende les particularismes ethnocentriques ou partisans. Nul doute que ce faisant, de la réforme de l'État sortira une administration publique réellement nationale par ses modes de fonctionnement et par la conscience des agents de l'État des notions de service public et de bonne gouvernance.

- **Mesdames et Messieurs les Ministres,**
- **Mesdames et Messieurs,**

L'œuvre est titanesque, mais elle justifie notre raison d'être en tant que Gouvernement et suscite en nous une exaltation et une ardeur au travail jamais égalées.

Comme je l'ai déjà dit au précédent Séminaire, je répète encore aujourd'hui que je suis confiant en notre capacité à surmonter tous les défis qui se dressent devant nous et à accomplir l'œuvre nationale que le Président de la République, Chef de l'Etat nous a assignée. L'expérience que chacun de nous a acquise dans l'exercice de ce rituel gouvernemental conforte cette conviction.

C'est avec cette conviction forte que je déclare ouvert le Sixième Séminaire Gouvernemental et souhaite plein succès à vos travaux.

JE VOUS REMERCIE !